

## INTRODUCTION

# Gouverner les pauvres en Amérique latine

## Gérer les femmes par l'assistance

Blandine DESTREMAU

*Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),  
Institut de recherches interdisciplinaires sur les enjeux sociaux (IRIS)/  
École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris*

Isabel GEORGES

*Institut de recherche pour le développement (IRD),  
UMR 201 « Sociétés et développement », Nogent-s-Marne  
et Université de São Paulo (USP)/Université fédérale  
de São Carlos (UFSCar), Brésil*

Vous êtes ici non pas parce que vous vous êtes inscrits, mais parce que vous avez obtenu un bon score [...]. Applaudissez-vous ! [...] Par conséquent, vous êtes des privilégiés. Nous aimerions que toutes les familles y aient droit, mais ce n'est pas possible ; donc, estimons-nous heureux d'être privilégiés, parce que quelqu'un va nous aider à améliorer notre qualité de vie ! [...] Cette intervention est menée à bien par un agent que l'on appelle *apoyo familiar* [appui familial], c'est la jeune fille qui vient chez vous et frappe à votre porte. Elle peut vous aider dans toutes les dimensions de votre vie (Rojas 2012, p. 175).

Ces termes sont extraits du discours d'une responsable municipale du programme *Chile Solidario*<sup>1</sup> lors d'une « cérémonie d'intégration » de familles sélectionnées pour en devenir bénéficiaires. Elle est significative de l'idée principale qui guide cet ouvrage. Le développement, depuis les années 1980, de formes néo-libérales de capitalisme (Harvey, 2010 ; Laval, Dardot, 2010 ; Lascoumes, Le Galès, 2012) dans la plupart des pays d'Amérique latine, s'est accompagné de *politiques morales* qui

---

<sup>1</sup> Sur lequel Carolina Rojas Lasch a réalisé son travail de Doctorat en Sociologie (Rojas Lasch, 2015).

répondent aux critiques de ceux qui se veulent les représentants des victimes des politiques de réduction des dépenses publiques. Conduites dans le sillage des ajustements structurels, ces politiques sont devenues hybrides, associant la réduction de la pauvreté et sa transformation en marché. Par ailleurs, des scandales de corruption ne cessent de fissurer les édifices démocratiques.

Justifiées dans un premier temps par une rhétorique de la lutte contre la pauvreté et la nécessité d'inclusion des pauvres dans la croissance économique, ces politiques se sont progressivement mues en *politiques de la vulnérabilité*. La vieille distinction entre pauvres valides et invalides s'est ainsi cristallisée en deux trains de politiques publiques distinctes, relayés par une nébuleuse d'acteurs hybrides, publics, privés ou semi-privés. D'un côté, les pauvres employables ou activables (Bennholdt-Thompson, 1988 ; Colomb, 2012 ; entre autres), sont gouvernés essentiellement par des incitations économiques, dont le registre moral est celui de la responsabilité et l'indépendance à l'égard du marché. De l'autre, des « vulnérables », « pauvres désarmés » qui ne peuvent subvenir à leurs besoins par l'activité productive (Lautier, 2013 ; Thomas, 2010), soit qu'ils relèvent eux-mêmes de la « handicapologie » (Castel, 1995), soit qu'ils sont engagés dans le soin de personnes dépendantes – enfants et/ou personnes âgées et handicapées. Si le paradigme de l'entrepreneuriat de soi les concerne aussi (Donzelot, 1994 ; Machado, 2002), c'est essentiellement dans un registre moral et pédagogique.

Cet ouvrage explore le monde des « nouvelles » politiques d'assistance enracinées dans des discours compassionnels et des logiques réciprocaires. Aussi diversifiées qu'elles puissent être selon les pays, dispositifs et étapes historiques, ces politiques puisent au registre d'une double éthique de la responsabilité et du *care*<sup>2</sup>, articulée par des mécanismes pseudo-contractuels, encadrant le déploiement de travail reproductif et informée par des dispositifs de contrôle de proximité. Ce monde, fondé sur

---

<sup>2</sup> Sans prétendre vouloir refaire ici la généalogie du terme à partir des publications originaires d'auteurs comme Carol Gilligan (1982) et Joan Tronto (1993), déjà réalisée par ailleurs (Paperman, Laugier, 2006 ; Molinier, Laugier, Paperman, 2009 ; Molinier, 2013, entre autres), il suffit de signaler que nous l'employons dans une acception large, incluant un ensemble d'activités extrêmement hétérogènes, dans leur majeure partie liées à la reproduction et accomplies par des femmes, allant du travail du *care* aux personnes, en passant par l'industrie du sexe (Parreñas, 2012) jusqu'au travail domestique, mais pouvant s'étendre à d'autres activités de service et à la relation de dépendance qui peut s'établir entre différentes catégories professionnelles, comme le médecin et l'infirmière, par exemple (Molinier, 2013).

l'évitement du conflit social, construit ses figures et rôles : d'un côté les bénéficiaires, essentiellement des femmes, qui prodiguent des soins dans un cadre domestique et familial ; de l'autre des (quasi) professionnelles du social, du psychosocial, et de l'aide à domicile, encore des femmes, qui font fonctionner ce qui apparaît comme des politiques du *care*. Nous montrons cependant la porosité des frontières entre les différents rôles.

Le « travail » des professionnelles du social est fondé sur la transversalité des rôles sociaux des femmes pauvres, qui, en professionnalisant leurs fonctions traditionnelles de *care*, prolongent la régulation/gestion morale des pauvres au-delà de la sphère publique. Les unes mettent les autres au travail, engendrant des micro-différenciations sociales. Dans cette reconfiguration du « social », ce sont les femmes qui sont responsabilisées non seulement pour la reproduction des familles, mais pour la moralité de l'ensemble des membres du groupe familial, tous âges et sexes confondus. Dans ce schéma, il n'y a plus de raisons de protéger les hommes des effets néfastes des politiques néolibérales puisque les femmes assurent la reproduction biologique et sociale. Il s'agira cependant toujours de politiques (services) réalisées par des pauvres, pour des pauvres. Si, d'un côté, ces politiques trient les « bons » et les « mauvais » pauvres, leurs formes d'opérationnalisation estompent les catégories analytiques des sphères publique et privée. L'intérêt public disparaît au bénéfice des intérêts d'acteurs particuliers.

C'est ainsi que nous proposons ici une analyse en termes de consolidation, sous le paradigme hétéroclite de « programmes de transferts conditionnels », et plus généralement d'un éventail de politiques sociales d'assistance (non contributives), d'une face morale du capitalisme instituant une police des familles. Cet éventail relève d'une configuration plus large, incluant des politiques répressives socio-éducatives et des incitations financières et comportementales, qui concourent au « gouvernement moral des pauvres ».

Nous tenons à souligner que les contradictions et ambiguïtés sous-jacentes qui ont marqué les politiques (sociales) au cours de la période allant globalement du début des années 2000 jusqu'aux années 2010 (avec un certain étalement dans le temps, et différentes réactions des pays latino-américains à la crise des *Sub-primes* de 2008) constituent *a posteriori* un des principaux résultats de notre recherche. Cette période, qui a été considérée comme « volontariste » et marquée par des gouvernements « de gauche » en Amérique latine, a en effet aussi été imprégnée par un certain

nombre d'injonctions contradictoires<sup>3</sup>. Ces dernières ont contribué au retour en arrière brutal que traversent ces pays à l'heure actuelle, en ce qui concerne la reconnaissance d'un minimum de droits sociaux et de l'intérêt public. C'est du moins l'hypothèse qui se dégage après-coup de l'ensemble d'études empiriques que nous présentons ici.

## **Les politiques sociales à l'ère néolibérale : un État qui prend soin**

Contrairement à l'époque de l'après-guerre, et de l'avènement de la période des « trente glorieuses » en Europe, les politiques sociales à l'ère néolibérale se caractérisent par un social qui a été durablement reconfiguré par l'acceptation de l'idée d'une crise permanente du travail, et l'existence de travailleurs et travailleuses « surnuméraires ». En Amérique latine (sauf ici dans le cas de Cuba), ladite société salariale n'a jamais été généralisée. Dans ce sens, ces politiques constituent la réponse donnée en termes de gouvernementalité à une demande sociale qui émane de territoires aux trajectoires et aux conjonctures radicalement distinctes. L'objectif de ces politiques n'est pas de créer du travail salarié pour tous, mais plutôt de socialiser cette « armée de réserve » de sujets qui ne sont pas – et ne seront jamais – pleinement employables. Ce faisant, l'État se décharge de sa responsabilité (morale, éthique, politique) pour leur bien-être. Voici le rôle, ou la « fonction sociale » de ces « nouvelles » politiques sociales « déterritorialisées » dans le sens où elles sont fondées sur une représentation de la nature de la demande comme étant homogène, indépendamment de ses variations sociales et territoriales.

Cette manière de produire de l'ordre et de l'intégration sociale s'effectue toutefois de manière contrainte : le paradigme de « l'entrepreneuriat de soi » rend inopérantes les distinctions entre les sphères privée et publique, issues d'une autre ère. En effet – et c'est en cela que ces politiques sont caractéristiques d'une nouvelle phase du capitalisme mondialisé – ces formes de mise au travail de ceux et celles qui n'en ont précisément pas,

<sup>3</sup> À titre d'exemple, cette période qui a été qualifiée au Brésil de « Luliste » par certains auteurs (Singer, 2016), a été marquée par une combinaison entre deux formes de consensus : un consensus actif des mouvements sociaux et de quelques leaders syndicaux, avec un fort ancrage politique ; et un consensus passif produit par une réduction relative des inégalités sociales, et surtout de la pauvreté. Cette dynamique a été inversée au cours des six mois qui ont suivi le coup d'État parlementaire et le renversement de la présidente Dilma Rousseff du Parti des Travailleurs (PT) en mai 2016.

concernent l'ensemble des sphères de la vie, y compris la sphère familiale. Le capitalisme, avec sa tendance à s'appropriier, et à rendre lucratifs des domaines qui précédemment lui avaient échappé, a ainsi encore amplifié son étendue (Harvey, 2010). Les efforts pour se montrer digne de recevoir l'aide de l'État sont à fournir par les sujets conformément au rôle social qui leur a été (ré)attribué.

Les politiques sociales – et *a fortiori* les « programmes de transferts conditionnels » – réassignent, de façon coercitive, des fonctions sociales distinctes aux sujets sociaux, hommes et femmes, d'âges, de niveaux de qualification et d'expériences différents. Ces politiques vont de pair avec les politiques économiques néolibérales. Si le « nouvel esprit du capitalisme » correspond bien à une manière de réduire l'accès au travail salarié, privilège réservé à une petite fraction de la population, il laisse dans la pratique à l'État la charge de prendre soin des « inaptes » – sans toutefois déclarer cette subvention publique à l'initiative privée (Boltanski, Chiapello, 1999). Ainsi, au niveau du discours la rationalité néolibérale (Dardot, Laval, 2009) domine, même si les pratiques de prise en charge (ou non) des inaptes au travail divergent selon les contextes et les périodes. Les politiques sociales ont, à l'ère néolibérale, la fonction de recréer un cadre « socialisant » au moindre coût – sans création de droits universels et sans fonction redistributive *a priori* – afin d'inciter les hommes comme les femmes à accomplir leur fonction sociale respective (Cabanes, Georges, 2014), variable selon le cadre sociétal. De ce fait, en cas de réception d'une prestation, celle-ci peut être interprétée par les intéressé.e.s, souvent des femmes, comme relevant du « hasard », d'un coup de chance ou encore de la « grâce de Dieu » (Ceballos, 2015 et dans ce volume).

Dans ce sens, le « compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et néolibérales » (Cabanes, Georges, 2014) qui caractérise cette période en Amérique latine, permet de produire de l'adhésion, de la légitimité, de la reconnaissance, mais aussi du clientélisme politique et social. Il contribue à développer un secteur du social au sein duquel croissent les professions, les emplois, les subventions. Ces politiques s'adressent directement à l'individu, de façon rapprochée, *attentionnée* : l'État et les divers échelons de pouvoir et d'action publics se présentent comme soucieux, compassionnels, *caring*. Ce que Berndt qualifie de « libertarian paternalism as a policy script that is capable of overcoming both the perceived shortcomings of the interventionist state

and the self-regulated market » (2015 : 3), et qui n'exclue pas la violence, la menace, la répression (Morice, 1999).

Les politiques d'assistance et de contrôle *modernes* des pauvres ont toujours combiné attribution de tâches et rôles socio-économiques, encadrement répressif et police de l'ordre familial (Chevalier, 1958 ; Donzelot, 1984 ; Merklen, 2009 ; Wacquant, 2004). Un tournant a eu lieu pendant les années 1990, consacrant la notion d'« investissement social » : ces politiques publiques intègrent l'idée de mieux rentabiliser les interventions à l'égard des pauvres, considérées comme des postes de dépense « passives », et à les incorporer à la logique capitaliste d'accumulation par le marché et de financiarisation. Une sélection, ou segmentation, s'opère entre pauvres susceptibles de produire du travail productif, et pauvres « dés-économisés », réservés au travail reproductif, voire à aucun autre travail que le travail sur soi. Entre les deux, les travailleurs du social, dont le rôle est de mettre chacun et chacune à sa place et d'insuffler à tous le sens de ses responsabilités. Dans ce contexte, un rôle spécifique a été réservé aux femmes pauvres.

L'ouvrage que nous présentons ici se situe donc sur un territoire particulier du néolibéralisme et de ses politiques sociales, contigu aux incitations faites aux « pauvres » à s'intégrer dans les marchés du travail, et contigu également aux politiques répressives (Feltran, 2014). Main gauche de l'État (Bourdieu, 2012), fermement armée de principes moraux et de convictions pédagogiques de la responsabilité individuelle, les politiques sociales néolibérales se rattachent, selon Loïc Wacquant (2010 : 151), à « une spécification sociologique “épaisse” du néolibéralisme qui englobe la supervision par le *workfare*, un état pénal proactif et le trope culturel de la “responsabilité individuelle” ».

Nous mettons en lumière comment ces politiques investissent le territoire de la reproduction sociale, enjoignant aux femmes populaires de remplir de façon responsable et *morale* leur rôle de productrices et reproductrices d'êtres humains socialisés – et disponibles pour les marchés du travail et de la consommation ; et leur rôle de productrices et reproductrices d'un ordre social et d'un ordre moral. Nous montrons également comment ces rôles peuvent s'articuler avec d'autres processus de subjectivation et de production de consentement, voire de soumission. Mais aussi comment ce territoire constitue une pièce du système néolibéral, tant du côté moral, que pratique, qu'encore comme secteur à fort potentiel marchand, et susceptible de produire des consommateurs.

Notre principal résultat scientifique est que les politiques de réponse aux questions soulevées par le travail reproductif et son éthique, et plus largement les nécessités *politiques* de prise en charge du soin aux dépendants et de l'éducation des enfants, dans le cadre du paradigme d'investissement social, débouche sur des politiques de captation, de répartition et de mise à disposition de travail de *care*, destinées avant tout aux femmes des classes populaires. Avatar de ce que Donzelot appelait « la police des familles », écho manifeste de l'invention de la femme au foyer qui a constitué une étape décisive du développement capitaliste, et imprégnées de « néo-familialisme » (Chauvière, 2006)<sup>4</sup>, ces politiques publiques tendent à instaurer un ordre social et moral qui permette la reproduction sociale et économique. Cet ordre repose sur une division du travail entre sexes, générations et classes sociales, traverse la famille, qui en est la cellule clé de mise en œuvre, et en extrait la « plus-value », rendue gracieusement. Elles reposent sur la construction du consentement des destinataires à des mesures émanant d'institutions qui se soucient des gens, prennent soin d'eux, qui leur prêtent attention : du *care* public qui produit du *care* privé.

Ces interventions sociales sont devenues de plus en plus comportementales<sup>5</sup>, sous-tendues par une technologie sociale très sophistiquée, nourrie des connaissances en neurosciences, qu'on aurait pu qualifier de manipulatoires en d'autres temps, mais qui s'affranchissent du fait des « bonnes causes » qu'elles servent ainsi (Banque mondiale, 2015 ; Servet, 2015). Pour Berndt (2015), « [the behavioural approach shifts the focus] from the market to the market subject, that is, from market failure to behavioural failure, and from market regulation to

<sup>4</sup> Pour Chauvière (2006, p. 1), « Le familialisme est une forme d'action publique, marquée par l'hypertrophie de la raison familiale dans la conduite des affaires domestiques, ce qu'il faut comprendre bien au-delà de la gestion de la seule sphère domestique ou des seules prestations familiales. C'est le choix, dans certaines conditions historiques, de faire de la famille – et non pas seulement l'individu (homme, femme ou enfant) – l'unité référentielle de politiques publiques visant aussi bien les questions de population, de protection, de redistribution, etc., de la considérer comme la médiation principale entre l'État et les citoyens voire, par extension, un modèle de société "démocratique" valable pour la vie politique tout entière, concurrentement à l'individualisme citoyen ». Si la dimension familialiste des politiques sociales est présente à Cuba également, c'est plutôt de façon implicite, par défaut de capacité des politiques publiques à décharger les familles des besoins reproductifs (Destremau, 2015).

<sup>5</sup> On peut notamment se référer à Harrison, Sanders (2014) ; Tabin *et al.* (2008) ; Chelle (2012) ; Destremau, Lautier (2014), parmi bien d'autres.

behavioural engineering » (p. 3). Changer les gens (Wacquant, 2010), et en particulier les femmes, dans un contexte d'articulation discursive entre arriération et marginalité perçues (Berndt, 2015 : 4), pour organiser le travail reproductif au sein des ménages, c'est ce à quoi œuvrent pour bonne part les politiques et programmes étudiés dans cet ouvrage.

Or, si les enjeux de *care* se posent aujourd'hui dans un cadre renouvelé, les réponses que leur donnent les politiques publiques de par le monde sont diverses, articulant des contributions du marché, des pouvoirs publics, de la famille proche et de la communauté au sens plus large (voisinage, société civile, etc.). Ce *care diamond* se module également selon les milieux sociaux, le degré de professionnalisation des femmes, les degrés de socialisation des prises en charge, et les arbitrages entre marchandisation et démarchandisation des forces de travail, toutes choses largement étudiées, du moins dans les pays du Nord (Simonet, 2010 ; Hochschild, 2012). Si cet ouvrage porte donc sur des « cas » latino-américains, de nombreux travaux indiquent qu'il s'agit là d'un scénario qui se déploie dans de multiples pays du Sud et du Nord, avec des variantes propres aux espaces nationaux et à leurs interrelations.

## **L'Amérique latine, laboratoire d'une nouvelle génération de politiques conditionnelles d'assistance**

L'Amérique latine est considérée par les chercheurs en politiques sociales – tout au moins ceux qui échappent à un occidental-centrisme parfois coriace – comme un laboratoire de politiques publiques. En particulier de la fin des années 1990 jusqu'au milieu de la présente décennie, à l'exception notoire de Cuba, l'État social signe son « retour », au confluent d'une reconnaissance des revendications de mouvements sociaux (Georges ; Lima, dans ce volume), y compris féministes (Santos, dans ce volume), d'une dette sociale des États-nations envers leurs populations<sup>6</sup> et du régime capitaliste néolibéral

<sup>6</sup> Cette dette procède des révolutions industrielles qualifiées de « miracle » (brésilien, chilien), réalisées au prix d'une intense exploitation des travailleurs (Oliveira, 1972 ; Sader, 1988). Francisco de Oliveira (1972) a été un des premiers auteurs à avoir mis en évidence la fonctionnalité du maintien des inégalités sociales et régionales pour permettre l'accumulation capitaliste. Dans des contextes comme celui du Brésil, l'exploitation des travailleurs s'est faite notamment par la non-prise en charge par l'État ou les entreprises des conditions minimales de reproduction sociale. La construction des logements, la lutte pour l'accès à l'éducation, la santé, le transport et plus généralement le défrichement des périphéries des grandes villes brésiliennes

actuel (Dagnino *et al.*, 2006). Ce « retour » a été marqué par l'extension d'une nouvelle génération de politiques conjuguant protection sociale, développement social et lutte contre la pauvreté. Parmi ces politiques hétérogènes, proposant différents types d'incitations, les « programmes de transferts conditionnels » occupent une place particulière : en dépit de leur diversité (Ceballos, Lautier, 2013), un large consensus s'est établi quant à leur bien-fondé.

Si le développement économique des pays sous-développés constitue la raison d'être de la Banque mondiale depuis les années 1970, l'investissement dans le capital humain, comme réaction aux conséquences sociales des politiques néo-libérales, dès les années 1990, ces politiques ont été préconisées par des organisations internationales (ONU, BM) d'une part pour rendre moins choquante la pauvreté apparente dans ces démocraties encore jeunes d'Amérique latine, et d'autre part, pour « rendre rentable » la génération des femmes plus âgées, peu qualifiées, si ce n'est sur le marché du travail, du moins dans leur *care* dédié à la génération suivante. En Amérique latine, ces politiques sont vues comme un moyen efficace pour contraindre et récompenser les « bons » pauvres, légitimant la logique méritocratique, colonne vertébrale du capitalisme englobant. Sur le marché politique interne, dans ces pays où le retour à la démocratie constitue encore un acquis récent – de nouveau remis en question dans certains, comme au Brésil –, il s'agit par ailleurs d'un argument électoral important (Georges, Ceballos, 2014). Que l'État reconnaisse des pauvres méritant.e.s, longtemps complètement déconsidéré.e.s ou objets d'actions charitables, constitue en effet toujours un acquis politique bien qu'instable et soumis à de nouvelles politiques d'austérité.

Ainsi, il s'agit typiquement d'un artefact politique qui recouvre une grande diversité de pratiques et de formes d'appropriation par une nébuleuse d'acteurs nationaux et internationaux, mais qui a réussi à créer un consensus remarquable (Lautier, 2010). Au tournant des années 2010, ces politiques sont présentées comme une solution « paradigmatique », un moyen peu coûteux, pourvu d'une visibilité et d'un rendement politique élevés, dans la lutte contre la pauvreté, technologie sociale largement exportée (vers l'Afrique, notamment, mais aussi l'Asie).

La complexité de l'offre institutionnelle d'assistance rend cependant difficile de circonscrire et isoler un programme ou une politique pour en

---

a ainsi reposé *quasi* exclusivement pendant longtemps sur l'initiative collective des travailleurs et travailleuses, et notamment des femmes, l'« auto-construction » des logements par l'entraide, ou *mutirão*, en étant un des exemples les plus connus.

faire un objet d'étude, d'autant que les registres terminologiques dessinent des territoires brouillés. D'un côté, une homogénéisation apparente, qui déborde largement l'Amérique latine : on peut qualifier d'illusion linguistique l'émergence d'un vocabulaire consensuel (Lautier, 2010) de « mots plastiques » (Poerksen, 1995) autour de ces programmes qualifiés génériquement de *Conditional cash transfert programmes*, dont une analyse systématique révèle les dimensions d'imaginaire politique, de creuset de certaines formes de citoyenneté, et ses relations aux formes propres du politique (Borgeaud-Garciandía *et al.*, 2009 ; Cartier-Bresson, Destremau, Lautier, 2009). De l'autre, de la différenciation : par-delà la terminologie commune, il ne s'agit pas des mêmes dispositifs : d'un pays à l'autre, l'« empreinte des origines » (Merrien, 1990), les formes de circulation, de réception, de « traduction » et « d'adaptation » de certaines politiques sociales, leur confèrent des caractéristiques nationales, voire régionales marquées (Lautier, 2012 ; Merrien *et al.*, 2011 ; Ceballos, Lautier, 2013 ; Georges, Santos, Araújo, 2015). Il n'est ainsi pratiquement plus question de « politiques publiques » mais de « programmes », liés à un gouvernement, à ses engagements, ses performances et sa temporalité (Hibou, 2013). Ces « cités par projets » (Boltanski, Chiapello, 1999) développent leurs terminologies, qui se greffent, se combinent et dessinent des frontières d'inclusion et d'exclusion. Les politiques sociales cubaines, quant à elles, sont aussi marquées par une terminologie particulière, qui a forgé une culture commune, ébranlée par les bouleversements progressifs et profonds que traverse l'île depuis un quart de siècle (Destremau, dans ce volume).

Les usages locaux de mots se déplacent pour participer à la construction d'espaces cognitifs et discursifs étayés d'artefacts (Jaramillo, dans ce volume) révélant toutefois, à l'examen, prises de distance et résistances (Peñafiel, dans ce volume). Dans les textes de cet ouvrage, dont la plupart a été originellement écrit en espagnol ou portugais, nous n'avons pas systématiquement tenté d'homogénéiser ces termes, dont la forme française demeure marquée par l'empreinte des différentes traditions académiques, de l'auteur, de sa culture, et de celle de son traducteur ou sa traductrice : ces mots sont parfois traduits par « bénéficiaires » ou « usagers », « assistance » ou « transferts conditionnels de fonds », « aide » ou « soin », ou encore « *care* », etc.

Mais c'est également d'un programme à l'autre, d'un public cible à l'autre, sur fond de postulat commun – relevant globalement de « l'activation » et des « conditionnalités » –, qu'il se passe des choses différenciées. C'est dans cet espace d'entre-deux que se situent les

contributions à cet ouvrage, qui entreprennent de mettre au jour les mécanismes sous-jacents de certaines de ces interventions sociales à partir de l'étude de la pratique des différents acteurs et actrices qui participent à leur mise en place, pour en expliciter certaines des logiques d'action, des configurations relationnelles (familiales, sexuelles, sociales) et des usages – instrumentalisation, détournement, justification, résistance. En prêtant attention aux rapports sociaux de sexe, de classe, d'âge et d'origines ethniques<sup>7</sup>, imprégnant les relations concrètes à l'œuvre dans les opérations des projets, ces travaux examinent ce que ces politiques mobilisent de positionnements individuel et collectif, de subjectivation, de statut et d'identité sociaux et de stratégies, en particulier de la part des femmes qui en sont destinataires à divers titres (mères de famille, filles de personnes âgées, travailleuses, retraitées, pauvres, etc.).

Loin de rétrécir son périmètre d'action, l'État demeure donc très présent, mais ses modes d'intervention se modifient. Hormis à Cuba, des services publics minimaux sont fournis au moindre coût et les pouvoirs publics tendent à se « décharger » de la responsabilité du bien-être social et économique vers les individus et des organisations privées. Dans ce sens, l'intervention de l'État se réalise au prix d'une hétérogénéisation croissante de l'ensemble des acteurs (Rizek, dans ce volume), d'une financiarisation (Rodríguez, dans ce volume), d'une moralisation (Santos, dans ce volume), d'une bureaucratisation (Hibou, 2013) et d'une technicisation du travail social (Lascoumes, Le Galès, 2005). L'ensemble de ces dimensions configure un obscurcissement des processus démocratiques (Cabanes, Georges, 2014 ; Ceballos, Lautier, 2013). Les politiques sociales, en particulier, associent systématiquement des acteurs institutionnels publics à divers niveaux territoriaux, des organisations internationales, nationales ou locales, privées, marchandes et non marchandes, formant des nébuleuses d'acteurs.trices, engagés à défendre leurs intérêts plus que ceux des pauvres dont il s'agit. Elles mobilisent diversement des registres caritatifs, de droit social ou humain, de contrôle social et de sécurité, de

---

<sup>7</sup> Dans cet ouvrage, la dimension ethnique n'est pas traitée explicitement, signe probable d'une « pudeur » ou d'une euphémisation de la part des chercheurs qui y ont contribué. De fait, alors que les relations d'assistance interviennent dans la régulation, voire la naturalisation des rapports sociaux de classe, ces différences sociales recouvrent, la plupart du temps, une forte dimension raciale et/ou ethnique dans ces pays. Or, dans des pays comme le Brésil, le mythe de la démocratie raciale est un des piliers centraux du dispositif de normalisation de la pauvreté, qui repose sur le présupposé idéologique d'une égalité des chances et des sujets au départ, afin de pouvoir légitimer les mécanismes de tri méritocratiques situés au centre du travail d'assistance sociale.

conditionnalités et de contrats, de devoirs et de normes morales, religieuses et bureaucratiques. En outre, elles s'enchevêtrent avec des initiatives variées, visant la promotion des femmes ou de l'activité économique, l'amélioration de la santé ou de l'éducation, la cohésion territoriale ou son contrôle, ou la lutte contre la discrimination.

Deux dispositifs caractérisent ces programmes et services d'assistance dits conditionnels : ceux qui vérifient les *conditions* nécessaires pour permettre l'inclusion des ménages dans le programme ; et ceux qui permettent qu'ils demeurent dans le programme, c'est-à-dire essentiellement les *conditionnalités* qui exigent de la part des bénéficiaires un certain nombre de *contreparties*. Une des spécificités de cette technologie sociale est l'individualisation de l'attribution, et l'effet de subjectivation des contreparties individuelles attendues des bénéficiaires, une autre dimension centrale de ces politiques sociales à l'ère néolibérale.

Les personnes dont cet ouvrage donne à entendre les voix sont pour la plupart des élu.e.s des programmes, présentées comme porteuses d'un *désir*<sup>8</sup> ainsi réalisé. Par l'attribution aux ménages de « points » qui leur permettent d'accéder au statut d'*insider* (du programme) (voir Ceballos ; Maximo e Melo ; Rojas Lasch ; Villarreal et Carillo, dans ce volume), les administrations, travailleurs sociaux et employé.e.s des programmes sont amené.e.s à mettre en œuvre un « processus d'inclusion sélective » (Fassin, 2012 : 17 ; Rojas Lasch, 2012 ; Georges, Santos, 2013 ; Georges, Santos, 2016 ; Georges, dans ce volume ; Lautier, 2009). Nous observons ainsi une nouvelle modalité, extrêmement technologique et dématérialisée, de « gouvernement par les nombres » (Desrosières, 2008), qui a vu, dans les années 1990, l'extension du domaine de la production statistique sur la pauvreté, et corrélativement celui des comparaisons de performances dans la lutte contre la pauvreté (Destremau, Salama, 2002). Les textes présentés ici montrent que tant les États et administrations, que les différent.e.s intermédiaires et les bénéficiaires eux/elles-mêmes, sont pris.es dans l'autorité des indicateurs, mesures et quantifications, sans en comprendre la logique mystificatrice, quelle que soit par ailleurs l'interférence des logiques clientélistes. Mais aussi, ces différents acteurs. trices, notamment les intermédiaires, s'approprient de la puissance légitimatrice des chiffres pour mettre à leur service la production de leur propre demande, démontrer leur utilité et garder leur marché (Georges, dans ce volume ; Georges, Santos, 2013).

<sup>8</sup> L'on pourrait ainsi filer l'analogie avec les considérations de Lordon (2010), qui se situent essentiellement dans la sphère du travail salarié.

L'entrée d'un ménage dans le programme signe l'adhésion du titulaire bénéficiaire à un contrat, et sa soumission à certaines conditionnalités comportementales, plus ou moins exigeantes, dont le respect est contrôlé par des travailleurs sociaux. L'activité de ces travailleurs et travailleuses s'inscrit, à son tour, dans le dispositif d'opérationnalisation de la politique qui en restreint l'étendue et les marges de manœuvre. Entrer dans le programme n'offre en effet pas de *droit*, pas de garantie d'y rester, qui doit en principe dépendre de la conformité aux conditions – largement comportementales et morales – imposées, déclinaisons de l'« activation » ou d'« incitations »<sup>9</sup>. Imbriquant autonomie paradoxale et des protocoles transactionnels de donnant-donnant ou d'échange, impliquant des gratifications matérielles, relationnelles, affectives, etc. (Carillo, Garnica ; Rojas Lasch, dans ce volume), ces conditionnalités sont censées déboucher sur de « bons comportements », eux-mêmes supposés garants d'une sortie de la pauvreté (avant tout pour la génération suivante ; Santos, 2014). Les femmes, essentiellement en tant que mères, sont en première ligne comme « bénéficiaires » activées vers la responsabilité parentale et le *care*, et pour certaines vers l'emploi et la professionnalisation (souvent aussi dans des professions de *care* ; voir Borgeaud-Garciandía ; Tizziani, dans ce volume). L'efficacité du dispositif psychosocial dissimule la contrainte derrière la construction du désir partagé (par tous les participant.e.s) de satisfaire aux critères requis, et par là de se faire reconnaître, voire de se distinguer (Rojas Lasch, 2015).

En contraste, à Cuba la pauvreté est gérée comme prix à payer pour la révolution socialiste et ses acquis sociaux, économiques et politiques, et donc de façon idéologique avant tout. Le développement de programmes d'assistance ciblés ne permet pas de dire que le gouvernement cubain développe des politiques de lutte contre la pauvreté ni, pour le formuler de façon plus précise, des politiques visant « les pauvres ». « Les pauvres » ne constituent ni une catégorie institutionnelle ou administrative des politiques publiques, ni une catégorie opératoire et pratique des interventions sociales. Non qu'il ne s'agisse que d'euphémisation d'une « question » dont la reconnaissance signerait l'aveu de l'échec des politiques socialistes. C'est aussi que les manifestations concrètes de la pauvreté, et il y en a, n'entrent pas en contradiction avec la frugalité prônée par

<sup>9</sup> De nouveau, Cuba se distingue des autres cadres nationaux étudiés ici. L'assistance demeure en dehors des processus de gouvernementalité et d'incitation, et aucune conditionnalité n'est explicite en contrepartie des prestations distribuées par l'assistance, outre le devoir de chacun de se prendre en charge dans la mesure de ses capacités (voir Destremau, 2014a et dans ce volume).

le régime de façon aussi violente que dans un régime consumériste de marché. On peut donc parler de gouvernementalité de la pauvreté comme système de répartition et mise en œuvre d'une conception socialiste de la justice sociale ; mais non de gouvernementalité des pauvres. Ceci dit, les ouvertures marchandes et la montée des inégalités, en engendrant des tensions et en faisant apparaître comme moins « normales » et acceptables les situations de grand dénuement, requièrent un ajustement des discours, justifiant le basculement des normes de justice sociale d'un postulat égalitariste vers un postulat d'entrepreneuriat et d'auto responsabilité (Destremau, 2014b).

### **Responsabilisation et consentement : économie morale de l'assistance**

L'accès ou l'insertion volontaire des assistées (travailleuses et bénéficiaires) à l'assistance se présente, de leur point de vue, comme une alternative, parmi d'autres possibles. Leur adhésion ne constitue pas un droit, mais, dans le meilleur des cas, se présente comme le fruit de leur « travail » moral, de la construction de leurs carrières morales (Georges, Santos, 2013, 2016 ; Becker, 1963). Ce sont bien elles qui s'engagent (ou pas, d'ailleurs), dans une relation d'échange. Dans cette perspective, en prenant l'approche de « l'entrepreneuriat de soi » (Donzelot, 1994) au sérieux, ce serait des pratiques de freinage de leur travail moral qui se configureraient comme des formes de résistance : la réintroduction de la politique (Rancière, 1998) – et non de la police – se ferait donc par ce biais.

À l'exception de Cuba, qui fait ici office de contre-modèle, nos travaux témoignent du caractère disciplinaire des *transactions* instituées par les nouvelles politiques d'assistance. Le propre des conditionnalités et des modes d'intervention psychosociaux qui les mettent en œuvre est cependant de donner forme à des dispositifs où la contrainte se dissimule derrière la logique de « mérite » et de « récompense », l'« enchantement » de technologies et artefacts (Jaramillo, dans ce volume). Axe central de la transaction d'assistance, la responsabilisation apparaît ici comme « un nouveau mécanisme d'inscription subjective de l'emprise de la domination sur les individus » (Martuccelli, 2004 : 470) :

La responsabilisation se situe à la racine d'une exigence généralisée d'implication des individus dans la vie sociale et à la base d'une philosophie les obligeant à intérioriser, sous forme de faute personnelle, leur situation

d'exclusion ou d'échec. Il s'agit ainsi moins d'un appel à la responsabilité individuelle que d'une série de processus confrontant l'acteur, puisqu'il a toujours la possibilité de « faire » quelque chose de sa vie, aux conséquences – parfois de plus en plus involontaires – de « ses » actes. (*id.* : 479).

Ces injonctions à la responsabilité s'exercent « par les normes » (Thévenot, 1997), les « standards » (Thévenot, 2009), sans violence apparente, avec le consentement des assistés. Elles prennent appui sur le désir de « membres » de « participer » aux programmes, d'y faire une carrière morale et/ou professionnelle (Georges, dans ce volume), d'avoir leur part, ou de faire part (Peñafiel ; Ceballos dans ce volume) : « l'efficacité sociale de l'aide aux plus vulnérables se mesure désormais à leur degré de *compliance* (acquiescement) » (Thomas 2010 : 201).

L'acceptabilité et la légitimité de ces normes et attentes sont renforcées par la bureaucratisation et l'apparente « neutralité » des procédures (Hibou, 2013) ainsi que par l'appel à des techniques sophistiquées de gestion du social (Lascoumes, Le Galès, 2005). Actées par des *relations* dans lesquelles se jouent des transactions affectives et émotionnelles, ces techniques nouvelles de gestion du social invisibilisent subtilement leur caractère politique, laissant de cette façon plus d'espace à la volonté des individus « de bien faire ». S'opère ainsi, avec la professionnalisation, la normalisation et la bureaucratisation des pratiques d'assistance au sens large comme du travail social, un *shift* des paramètres de référence, qui ouvrent de la place à l'adhésion et la reconnaissance individuelles. Le caractère « néolibéral », et plus « moral » résiderait donc aussi dans cet appel subtil aux formes de mobilisation de soi.

La *doxa* néolibérale présente le respect de ces normes, règles, procédures bien particulières comme l'expression de la « bonne gouvernance », en voyant dans ces formalités de simples techniques. Elle met l'accent sur l'universalité de la rationalité économique, et plus précisément, entrepreneuriale, sur la dimension technocratique de ce processus et sur son efficacité, sa sécurité et sa moralité, dans une vision dépolitisée du gouvernement qui est une forme très idéologique d'analyse du politique. (Hibou, 2013 : 10).

Or les règles et procédures sont loin de se résumer aux technologies neutres et dépolitisées qu'elles semblent être. Elles mettent en œuvre une économie morale qui constitue une pièce maîtresse de leur efficacité à, précisément « moraliser la misère » (Thomas, 2010 : 158). Ces nouvelles politiques d'assistance, actives, se justifient, se légitiment en effet par l'appel à des normes et valeurs morales plus que par leur efficacité, toujours contestée (Lo Vuolo ; Valencia Lomelí, dans ce volume).

Le concept d'économie morale, dont Didier Fassin et Jean-Sébastien Eideliman (2012) proposent une nouvelle théorisation, nous aide à conceptualiser l'espace des transactions dont il s'agit ici. La définition en est « la production, la répartition, la circulation et l'utilisation des émotions et des valeurs, des normes et des obligations dans l'espace social » (p. 37). « Cette définition », précisent-ils, « accentue plus l'adjectif que le substantif. Elle est une économie *morale*. » Sur les valeurs et les normes, reconnaissant la distinction opérée par la philosophie morale, ils justifient : « les premières renvo[ie]nt à l'appréciation de ce qui est bien et de ce qui est mal (ou meilleur ou pire), les secondes se référ[e]nt à des règles, des principes, des obligations (ce qu'il faut ou convient de faire ou ne pas faire). [...] Les valeurs procèdent au moins pour partie de normes et les normes dépendent pour partie de valeurs ». Finalement, « les émotions ne sont pas séparées des valeurs et des normes, [...] notamment sous la forme de sentiments moraux ».

Les nouvelles politiques sociales étudiées ici permettent d'analyser comment « on passe des normes et des valeurs, voire des émotions, qui circulent dans l'espace social, aux représentations et aux pratiques des agents lorsqu'ils sont confrontés à des situations particulières » (Fassin, Eideliman, 2012 : 10). Leur *économie morale* parvient à réduire – en apparence – la dimension politique et la place du conflit à peau de chagrin pour produire une illusion de consensus (Lautier, 2010), ralliant un vaste soutien des organisations internationales, humanitaires et les milieux politiques qui en promeuvent le modèle. Portées par des médiations religieuses (Santos, 2014), bureaucratiques et professionnelles d'« entrepreneurs de morale » (Becker, 1963) impliqués dans la mise en œuvre des programmes d'assistance (Georges, dans ce volume), ces normes et valeurs travaillent également l'adhésion des bénéficiaires et de la population qui pourrait en être bénéficiaire aux règles qu'incorporent ces programmes (sinon à leurs principes de justice, beaucoup plus obscurs). Elles contribuent fortement à l'adhésion des employé.e.s, professionnel.le.s et bénévoles qui y œuvrent directement ou par sous-traitance. Ainsi, certaines des professionnel.le.s de l'assistance étudiées ici accomplissent dans la pratique un travail de « pacification sociale » (Georges, 2012).

Au plan relationnel et explicitement moral, une sorte d'accord est forgé entre assistants et assisté.e.s, autour de valeurs partagées, d'une entente sur ce qui est bien, le juste et le souhaitable, qui va donner accès à, faire *mériter* des prestations matérielles ou une sanction : agir de façon *responsable*, s'occuper de ses enfants, être une bonne mère (le plus souvent,

mais aussi le cas échéant un bon père), une bonne fille (et prendre soin de ses parents).

Sauf à Cuba où les transactions de l'assistance ont encore une faible consistance économique (Destremau, dans ce volume), ces économies morales, toutefois, sont aussi des économies, toutes morales qu'elles soient : elles distribuent ce qui s'apparente souvent à des gratifications, des récompenses, plutôt que des prestations de droit. Aussi, dans ces pays latino-américains, qui selon les cas imitent plus ou moins fortement les politiques sécuritaires de leur grand voisin nord-américain, face à des « instances d'ordonnancement » (Feltran, 2014) concurrentes, ne pas devenir victime de violence policière et/ou membre du crime organisé peut constituer un avantage que l'insertion dans les rouages de l'assistance procure. Ces économies témoignent d'une monétarisation de valeurs morales et de « l'effort comme critère de jugement du bon pauvre » (Rojas, 2012 : 188). Elles donnent lieu à des chaînes de transactions permettant des conversions entre le marché politique, celui de la production de la citoyenneté, de création d'emplois et d'argent public, les émotions et les affects, la reconnaissance et ses marques symboliques et matérielles (Georges, Santos, 2016). Au plan macrosocial, on observe, parallèlement à la privatisation d'une partie importante des biens et services impliqués dans la mise en œuvre de ces politiques, comme leur sous-traitance systématique, une progression, variable selon les pays, de l'enchevêtrement de ces politiques et programmes avec des intérêts marchands et financiers (Georges ; Rizek ; Rodríguez Salazar, Arévalo, dans ce volume). La domination d'une éthique de marché, qui tend à dénigrer l'action publique comme corrompue et clientéliste, contribue à légitimer comme morale cette pénétration du marché.

Comme le montre en particulier le texte de Villarreal et Carrillo, pourtant, le resserrement des liens d'intérêt et de clientèle entre politique et secteur privé marchand s'effectue au détriment de la morale dont il semble s'agir (Georges, Santos, 2016). À l'instar des autres grands programmes nationaux, une politique sociale aussi visible que le programme *Bolsa Família* qui a été mis en place au début des années 2000 au Brésil est ainsi issue d'une conjoncture politique et sociale où la création d'une politique se transforme en « marchandise politique » (Misse, 1997) résultant, du moins en partie, de la prise en compte d'intérêts politiques et financiers de diverses industries puissantes : agro-alimentaire (Georges, Ceballos, 2014), immobilière (Rizek, dans ce volume), bancaire (Rodríguez Salazar, Arévalo, dans ce volume), pharmaceutique, assurantielle, etc. Dans cette

perspective, l'économie morale apparaît d'un côté comme un marché de dupes, mais de l'autre comme une pièce indispensable à la pérennité et la légitimation de l'ensemble des formes de gouvernementalité analysées, tant au plan national qu'international.

Mobiliser le concept d'économie morale ne doit toutefois pas aboutir à la construction d'un paysage pacifié, univoque : « il existe des tensions et des fluctuations au sein d'une même économie morale : les représentations et les pratiques attachées à un problème ne sont pas homogènes et les confrontations auxquelles elles donnent lieu se déploient dans les arènes publiques et privées » (Fassin, Eideliman, 2012 : 14). Certains textes de cet ouvrage montrent de fait que les formes d'appropriation mises en œuvre par les personnes impliquées à divers titres dans ces politiques sont loin de suivre une logique binaire entre soumission à ces règles et normes, et des logiques de résistance. Les personnes naviguent à souhait, ou plutôt, « à besoin », entre différents régimes normatifs (ou « instances d'ordonnement »).

D'un côté, on a bien ces expressions du désir d'« en être », ces visites intempestives tolérées et subies au cœur du foyer (Rojas Lasch, 2012, 2015 et dans ce volume), ces intériorisations des règles, qui donnent à penser à une adhésion aux normes, parce qu'elles permettent l'accès à un gagne-pain comme travailleur ou comme « bénéficiaire » (Georges, dans ce volume). De l'autre, simulation et dissimulation règnent simultanément à l'apparente acceptation des valeurs sous-jacentes aux critères d'attribution d'avantages sociaux (Peñañiel ; Ceballos ; Rojas Lasch, dans ce volume) ; certaines femmes bénéficiaires dissimulent ainsi leur compagnon ou des hommes de la famille, pour répondre au « profil » requis pour pouvoir prétendre à certains bénéfices. Un regard attentif permet aussi de mettre au jour un espace de jeu dans la définition de soi, qui permet de ne pas être réduit à la définition des autres, des producteurs de catégories (Ireton, 2004 ; Peñañiel, dans ce volume), des doutes sur le bien-fondé des incitations et orientations, sur la justesse et la justice des mesures (Borgeaud-Garciandía ; Ceballos ; Jaramillo, dans ce volume) et un désenchantement face à l'écart entre le monde de papier, comptes et comptages, indices et autres médiations, d'une part, et le monde vécu, de l'autre (Jaramillo, dans ce volume). La résistance, ou la mésentente (Rancière, 1995) toutefois, prend plus la forme d'un jeu *avec* les règles

que *contre*<sup>10</sup>, ou une opposition frontale<sup>11</sup>. Dans sa discussion sur les formes de la domination et du consentement, Martuccelli conclut ainsi de sa lecture des travaux de Scott : « les dominés sont moins entravés au niveau de la pensée et du discours qu'ils ne le sont au niveau de l'action et de la lutte politique [...]. La domination peut imposer le consentement pratique des dominés, mais pas le consentement volontaire » (*id.* : 473)<sup>12</sup>.

## Le *care*, main gauche féminisée du néolibéralisme

La performativité d'une rhétorique construite d'abord autour de la « féminisation de la pauvreté » et de l'inégalité de genre, puis de la vulnérabilité, et de l'aptitude supposée des femmes à montrer plus de sollicitude et de responsabilité à l'égard des besoins de la famille que les hommes (Bradshaw, 2008 ; Molineux, 2007 ; Mioto, 2009), de leur « *care to care* » (Dorlin, 2005), détermine les contours de la plupart des programmes et dispositifs examinés dans cet ouvrage. En effet, ils s'adressent essentiellement à des femmes, bénéficiaires conjointes de se comporter comme de bonnes mères, filles, épouses, petites-filles ; et travailleuses employées dans leur mise en œuvre. L'économie morale du *care*, dans son acception éthique élargie, est cruciale dans la production de ces configurations. À l'inverse, c'est parce que cette éthique du *care* est placée au cœur de la transaction morale d'assistance (et non, par exemple, l'éthique du travail salarié) que ces programmes épousent des schémas si fortement « genrés ».

Les politiques du *care* dont il s'agit ici organisent la prise en charge du travail reproductif nécessaire dans le cadre de configurations familiales différentes de celles que le capitalisme industriel avait mises en place

<sup>10</sup> Dans l'univers ouvrier, on peut encore établir l'analogie avec les pratiques de freinage, et de la question du jeu entre les ouvriers autour des seuils de productivité, analysées par Michael Burawoy (1979), comme étant une des façons pertinentes de résister au capitalisme quand il devient monopole.

<sup>11</sup> Encore que les stratégies d'*exit* ne soient pas ici analysées.

<sup>12</sup> Dans cette perspective théorique, sur le plan empirique, l'étude de Natacha Borgeaud-Garcandía (2009) portant sur des ouvriers et surtout des ouvrières des maquillas au Nicaragua montre l'importance des subjectivités pour résister à la domination. Ces travailleuses dépourvues des « supports d'autonomie et d'indépendance » (Castel) subissent une domination qui s'exerce par l'intermédiaire du travail, reposant sur l'idée de l'*absence de choix*, l'*instabilité* de la situation de travail et de vie, et la *nécessité* de vivre, soi et les siens, sans la certitude rassurante de pouvoir y parvenir. L'auteure montre comment ces travailleuses préservent toutefois une part d'elles-mêmes qui reste insoumise, car « ne pas le faire serait se condamner à l'inexistence ».

au XIX<sup>e</sup> siècle, en instituant la division sexuelle du travail productif masculin et reproductif féminin au sein de familles nucléaires urbaines. Les familles qui sont ciblées par ces politiques du *care* ne se construisent pas nécessairement autour du couple parental mais, dans une perspective que Marques-Pereira qualifie de marianiste (dans ce volume), autour de la figure de la mère entourée de ses enfants, et plus largement de la femme en charge de personnes dépendantes dont elle doit prendre soin (et notamment des personnes âgées, cf. Carillo, Garnica ; Rosas ; Villarreal, Carillo ; Destremau, dans ce volume). Ces ménages manquent souvent de bras masculins valides et employables : ils se composent de femmes de diverses générations, d'hommes malades ou invalides, de personnes âgées ; les hommes sont bien souvent absents, ou leur présence gommée et rendue invisible, plus dans certains pays que dans d'autres (Rojas Lasch, pour le Chili, dans ce volume).

C'est avant tout le déficit de travail de *care* (Hochschild, 1995) dans les familles qui déclenche la sélection pour l'assistance (Carrillo, Garnica ; Rojas Lasch ; Rosas ; Destremau, dans ce volume)<sup>13</sup>. Mais en même temps, la production du *care* par les travailleuses sociales, avec les femmes bénéficiaires, est nécessaire pour que la relation d'assistance s'établisse. Les femmes les plus pauvres sont alors « libérées » de leur obligation de s'employer sur le marché et autorisées (incitées) à se consacrer entièrement au *care*, l'État fournissant en quelque sorte une contrepartie en revenu et en reconnaissance. De ce fait, s'organisent d'une part les priorités des rôles féminins des couches populaires (Lo Vuolo, dans ce volume) ; et d'autre part celles des politiques publiques, qui postulent que les soins proprement maternels sont les meilleurs pour les enfants, et que s'occuper des enfants (ou plus largement prendre en charge le *care* familial et social) est l'activité la plus souhaitable des mères populaires (cheffes de ménage ou non). La bonne parentalité est considérée comme le levier le plus efficace pour éviter que les enfants de tels ménages deviennent pauvres à leur tour, voire deviennent des « hors la loi » ou des criminels (Georges, Santos, 2013 ; 2016).

Un enjeu central de ces politiques sociales tourne autour de la reproduction sociale : l'équation promue par les programmes dont il est question ici articule ainsi reconnaissance – et valorisation – du travail reproductif, garantie (contractuelle, subjective, volontaire et naturalisée)

---

<sup>13</sup> C'est dans une certaine mesure également le cas à Cuba, où la crise de la reproduction sociale contribue à une mobilisation des politiques publiques en faveur du soin aux personnes âgées (Destremau, 2015).

de l'investissement familial (substitut et complément de l'investissement social), et reproduction du patriarcat, y compris sans la figure de la domination masculine. Par le truchement de travailleurs sociaux éducateurs et contrôleurs – la plupart du temps également des femmes –, par une rhétorique de la compassion, l'État met ainsi les femmes des classes populaires au travail maternel et reproductif. Par le travail sur les subjectivités, le versement d'aides sociales conditionnelles est un levier pour la production d'un « sujet-femme » (Saint-Hilaire, 1996 ; Rojas Lasch, 2015), sujet assujéti des rhétoriques de la vulnérabilité (Thomas 2010 : 51). Il garantit le dévouement des femmes pour éduquer la génération suivante et s'occuper des autres membres dépendants du foyer (Odone ; Enríquez Rosas ; Carrillo Hernández, Vásquez Garnica, dans ce volume), alors que certaines autres sont appelées à se consacrer à une forme ou une autre d'activité, afin d'assurer un revenu minimal à leurs descendants.

La tendance familialiste et l'assignation des femmes au *care* passe également par des formes de professionnalisation, lorsque des femmes présumées employables, mais pas suffisamment pour rejoindre le salariat « normal » sont encouragées à devenir « entrepreneuses d'elles-mêmes » pour endosser le rôle de travailleuse du *care* (domesticité, aide aux personnes, travail social) (Borgeaud-Garciandía ; Georges ; Rojas Lasch ; Tizziani, dans ce volume). Subventionnées par l'État, ces politiques publiques qui articulent incitation à l'emploi et résolution d'un déficit de travail pour autrui, contribuent au « maternalisme public » (Rojas Lasch ; Marques-Pereira, dans ce volume).

Semblant répondre à certaines des revendications des mouvements des femmes au nom de l'égalité (Jenson, 2011 ; Georges, Santos, 2016), ces politiques intègrent une version individualisée de « l'empowerment » (Jenson, 2011, *op. cit.* ; Bénicourt, 2014). Elles tiennent aussi compte des recommandations des grands organismes internationaux du développement, comme la Banque mondiale, des agences onusiennes et d'importantes fondations et ONG, en faveur d'une vision à long terme et d'une attention aux générations futures. Dans une perspective « d'investissement social », mais sans finalité productive directe (si l'on considère le travail reproductif comme non-productif), elles s'appuient sur la « participation » des intéressé.e.s (Jenson, 2011, *op. cit.* ; Marques-Pereira, dans ce volume) et (ré)organisent la répartition du travail de production et de reproduction au moindre coût, en se basant sur « l'organisation même des familles des classes populaires » (Santos, dans ce

volume). De la sorte, ces « nouvelles » politiques sociales agissent comme des vecteurs de hiérarchisation sociale, notamment par la mise au travail de femmes et la (re)négociation de la professionnalisation du travail du *care*. Elles contribuent en effet à réaffirmer des formes de division sociale et sexuelle du travail qui assignent des positions différenciées aux hommes et aux femmes, selon leur appartenance de classe et leur ethnicité, et institutionnalisent des rapports sociaux entre femmes de milieux sociaux et de générations différentes (Borgeaud-Garciandía ; Georges ; Santos ; Tizziani, dans ce volume ; Georges, Santos, 2013 ; 2016).

Se dessinent ainsi trois catégories idéal-typiques de femmes. Les femmes professionnelles qualifiées (épouses, mères et/ou filles de personnes âgées) peuvent s'engager sur le marché du travail en achetant (emploi direct, services marchands ou semi-marchands) une partie du travail domestique et de *care* qu'elles ne produisent pas elles-mêmes. Les femmes populaires, libérées de l'engagement dans le travail reproductif de leur propre ménage du fait de la baisse des taux de fécondité et des possibilités de partage de toutes les formes de travail entre femmes cohabitant ou proches (Borgeaud-Garciandía, 2009), peuvent s'engager comme domestiques chez les professionnelles, et/ou fournissent des services concourant à la reproduction sociale (travail domestique et de *care* privé, travail social et de *care* social) (cf. Borgeaud-Garciandía ; Tizziani, dans ce volume ; Georges, 2008). Une partie de ces dernières se consacre également au travail productif (dans les secteurs industriel, agricole et de services, mais souvent dans des conditions de forte exploitation et des statuts d'emploi très instables). Finalement, les femmes assistées, populaires elles-aussi et fréquemment racialisées ou ethnicisées<sup>14</sup>, qui ont peu de chances de s'insérer de façon rentable sur les marchés du travail et dont le *care* est le principal « travail », sont incitées à se consacrer aux soins pour autrui dans un cadre familial, selon une vision essentialiste, marquant une « re-traditionalisation de la famille » (Marques-Pereira, dans ce volume) ou relevant du modèle « postmoderne » d'idéal de *care* analysé par Hochschild (1995). C'est une tension qui traverse également les transformations de la société cubaine, tant la charge du *care* dans cette société vieillissante pèse, par défaut mais aussi du fait de la morale dominante, sur les familles et les femmes (Destremau, 2015b; 2017).

<sup>14</sup> Sur la faiblesse ou l'euphémisation de la plupart de nos analyses concernant la question raciale ou ethnique, voir note 7 ci-dessus.

Nombreuses sont celles qui cumulent, combinent ou alternent les activités associées à chacune de ces catégories idéal-typiques. En effet, les femmes (comme les hommes) se débrouillent, et cumulent des situations de multi- ou pluriactivité (Graziano da Silva, 2001), et d'appartenances catégorielles multiples, et gèrent avec leurs proches et leur entourage les tensions et contradictions qui peuvent en découler. De fait, nombre d'entre elles deviennent des médiatrices (Cabanès, Georges, 2009 ; Cabanès, 2014), ou traductrices entre différents registres moraux, qu'elles rendent compatibles en arbitrant, selon la situation, en faveur du registre moral à mobiliser parmi ceux qui leur paraissent accessibles. Dans certains cas de figure ces registres moraux semblent se compléter et se renforcer mutuellement (comme entre les registres de l'assistance et celui des religions pentecôtistes et charismatiques ; Santos et Rosas, 2014 ; Santos, dans ce volume ; Aubrée, 2012) ; dans d'autres, ils s'excluent mutuellement (Georges, 2013).

Au-delà des distinctions entre travail productif et reproductif, et entre travail formel et informel qui ont pendant longtemps orienté l'analyse de la construction du politique dans les sociétés latino-américaines (Georges, 2015), se pose alors la question de la citoyenneté de ces femmes, au cœur du projet d'État social (Orloff, 1993 et 1996). Les « nouvelles » politiques sociales actent des déplacements des fondements de la citoyenneté, du statut d'emploi – central en Amérique latine jusqu'aux années 2000 – vers celui de l'inclusion et des identités. Alors que, depuis les années 1990, les politiques néolibérales de précarisation et de diversification des statuts d'emploi ont été érigées en modèle de référence *sine qua non*, les citoyens et citoyennes, détenteurs de droits, se trouvent transformés en « entrepreneurs d'eux-mêmes » (Donzelot, 1994 ; Machado, 2002, *op. cit.*), y compris pour correspondre au profil requis, toujours changeant, du bénéficiaire de certains programmes et services sociaux, et pouvoir rendre la contrepartie attendue de la « transaction assistancielle ». Ceballos (dans ce volume) argue ainsi de l'assignation des femmes « bénéficiaires » à une forme assistancielle de citoyenneté. À Cuba, comme le montre Blandine Destremau dans ce volume, l'égalitarisme qui présidait à la construction de la citoyenneté révolutionnaire est en passe de céder le pas à des formes différenciées, et de plus en plus inégalitaires, d'universalisme.

Qu'advient-il des hommes ? Devenus électrons libres, « libérés » de leurs responsabilités familiales, ils peuvent – voire doivent – s'investir dans le travail productif (Cabanès, dans ce volume). Ces politiques de « gouvernement moral des pauvres » impliquent la gestion des subjectivités

des hommes comme des femmes, et opèrent une division sexuelle et sociale du travail productif et reproductif (Borgeaud-Garciandía, Georges, 2016), en étroite articulation avec l'ordre des classes, races et générations, et l'ordre social instauré et/ou rétabli (Lo Vuolo, dans ce volume). En effet, une des caractéristiques néolibérales de ces politiques sociales réside justement dans la manière dont elles exposent les hommes aux politiques de précarisation de l'emploi. La « police » des femmes et des familles se fait donc dans un jeu de clair-obscur par rapport à la place des hommes, constituant les deux côtés de la même médaille.

## Présentation de l'ouvrage

L'objectif général de cet ouvrage est d'analyser certains effets sociaux des politiques publiques d'assistance sociale conduites dans six métropoles d'Amérique latine : Buenos Aires, Bogotá, São Paulo, Guadalajara, la Havane et Santiago de Chile. Sa question centrale porte sur les logiques et stratégies des destinataires – bénéficiaires et professionnel.le.s – de ces politiques, particulièrement les femmes, et la construction de leur statut d'usager.e.s, d'assisté.e.s, de citoyen.ne.s et de leurs représentations des politiques publiques. Elle porte aussi sur ce qui se fait *au nom* des programmes d'assistance que la recherche explore, le plus souvent sous un angle macro-économique, macro-politique et macro-social d'une part (travaux sur les transferts transnationaux de politiques publiques, sur les mécanismes de conditionnalités, sur les apports de légitimité de programmes d'assistance aux pouvoirs en place, etc.) ; et discursif d'autre part (travaux sur les dimensions cognitives des politiques publiques, les communautés épistémiques, etc.).

Privilégiant une approche qualitative, voire ethnographique, et des enquêtes de terrain systématiques, la plupart des auteur.e.s de ces textes se sont donc situé.e.s résolument dans les lieux où se négocient des relations, s'articulent des dispositifs, se modulent des pratiques professionnelles, et se construisent des rapports de pouvoir. L'accent a porté sur les interdépendances entre les conjonctures transnationales, les contextes politiques locaux, les trajectoires politiques, économiques et institutionnelles des différents acteurs et les reconfigurations familiales.

Nos résultats s'articulent autour de trois axes thématiques, qui organisent les trois parties de cet ouvrage. Aux textes issus des travaux de recherche menés au sein du programme, et appuyés sur des enquêtes

empiriques, nous avons adjoints des contributions de discutant.e.s invité.e.s lors du colloque final pour nous aider à réfléchir.

Les contributions composant la première partie, intitulée « **Au cœur des familles : la (re)familialisation des rôles féminins et les enjeux de *care*** », montrent comment l'espace familial constitue à la fois un enjeu de la mise aux normes et son théâtre, celui où se jouent le *care*, les émotions, le travail et la distribution des rôles de genre, de classe et de professions qui lui sont afférents. La famille est façonnée par ces politiques, dans le sens où ces dernières modèlent les rôles de genre, de génération mais aussi de classe, prescrivent les comportements et les relations, et en particulier celles de *care*. Il ne s'agit pas uniquement d'investissement social, centré sur la construction du « capital humain » des enfants, mais également, dans ces contextes, de prise en charge des besoins des personnes âgées.

Dans son introduction, Robert Cabanes parle de « reconfiguration du pacte social » entre les sexes et entre les classes sociales. Il argue que les politiques d'assistance destinées aux femmes et leur assignant la responsabilité pour la sphère de la reproduction sociale reviennent en même temps à en décharger les hommes, qui eux, ne disposent donc de plus d'aucun rempart, ni concret ni en termes de légitimité, pour résister aux politiques néolibérales qui les heurtent de plein fouet dans la sphère de la production. De cette manière, par un jeu de « clair-obscur », cette nouvelle génération de politiques sociales néolibérales va de pair avec les politiques de précarisation du travail. Yumi García dos Santos explique comment la famille a été constituée en axe central et structurant des politiques brésiliennes d'assistance pour le développement de programmes visant la protection sociale et la lutte contre la pauvreté. Elle met au jour une véritable logique de « partenariat » entre les femmes pauvres et l'État, ainsi que « les dynamiques conjugales et familiales rendant possible ce rôle central joué par les femmes dans la concrétisation des politiques sociales contemporaines ». Carolina Rojas Lasch s'attache à examiner comment, par la « sexuation de la vulnérabilité » et la « valorisation essentialiste de la figure féminine dans l'espace familial », les programmes d'assistance chiliens convergent à faire de la famille « le territoire légitimement pénétrable par l'action de l'État », territoire « utile à la gestion efficace des individus vulnérables », « la porte d'entrée, le mode d'accès aux sujets particuliers ».

Les textes de Rocío Enríquez Rosas, et celui de Edith Carrillo Hernández et Elba Karina Vázquez Garnica se focalisent tous deux sur les formes particulières d'intervention familiale qui se nouent autour

des politiques d'assistance aux personnes âgées au Mexique. Le premier souligne que ces programmes « reposent sur une logique assistencialiste et individualisante ; ils ne cherchent pas à promouvoir les processus de participation communautaire ni le renforcement de la société civile afin de faire face aux demandes liées au vieillissement de la population ; ils se limitent plutôt à aider monétairement et individuellement les bénéficiaires ». Pour autant, ils « coexistent avec les réseaux d'entraide communautaires et le soutien de la famille préexistants » et « se fondent sur un discours maternaliste, qui préconise la responsabilité des femmes pour les soins et destitue les hommes de toute responsabilité dans ce domaine de la reproduction sociale ». Le texte de Edith Carrillo Hernández et Elba Karina Vázquez Garnica, quant à lui, éclaire « la façon dont les programmes sociaux destinés aux personnes âgées affectent les relations sociales de dépendance, d'interdépendance et de solidarité qui existent entre les personnes âgées et leur entourage », dans la région de Guadalajara. Les auteures arguent que les allocations versées par les programmes sociaux permettent de réduire la dépendance des personnes âgées et de rééquilibrer les relations dans lesquelles elles s'inscrivent en « se positionn[ant] comme des sujets disposant de ressources propres, les aidant ainsi à garder une certaine autonomie ou indépendance de prise de décision, et leur permettent d'établir du moins partiellement des relations de réciprocité et d'égalité avec les autres ». Ainsi, concluent-elles, « la possibilité de disposer d'une ressource alternative à l'aide familiale – ou permettant d'intensifier les liens avec celle-ci – peut atténuer la construction d'une subjectivité de dépendance ».

Une réflexion théorique de Bérengère Marques-Pereira met cette partie en perspective. En proposant une construction « idéal-typique du maternalisme au sein des politiques sociales de lutte contre la pauvreté », sur la base empirique de politiques « fondées sur la perspective de l'investissement social » que sont les programmes de transferts monétaires conditionnels (PTC) en Amérique latine, elle montre la cohérence entre maternalisme (ou plutôt marianisme), néo-libéralisme, paternalisme, individualisation et dépolitisation des rapports de genre, engendrant une « citoyenneté excluante et verticale qui s'organise autour du familialisme traditionnel ». Cette position est renforcée par le texte de Rubén Lo Vuolo, qui voit dans les programmes d'assistance conditionnels « un nouveau moyen technocratique de gagner de la légitimité politique ainsi que du contrôle social » qui, sous couvert de promotion du maternalisme, tend « à consolider les hiérarchies, inégalités et exclusions ». Ou, pour revenir sur les propos de Robert Cabanes, « Si "empowerment" [des femmes] il

y a, il se fait sur fond d'une perte de puissance considérable des classes populaires ». Finalement, « cet approfondissement du dualisme dans nos sociétés s'effectue lentement et puissamment sans qu'aucune régulation d'ordre politique ou éthique ne soit capable d'imposer des normes à la marche en avant du capital ».

La seconde partie porte sur les « **Médiations, intermédiations, professionnalisations : pratiques des acteurs** » impliquées dans ces vastes ensembles institutionnels ramifiés et réseaux d'acteurs que sont les programmes d'assistance. Comme l'explique Isabel Georges dans son introduction, à partir du constat de la diversification des acteurs.trices et de l'hybridation des relations entre l'État, le marché et la « société civile », les auteur.e.s y révèlent les dessous du paradigme de la lutte contre la pauvreté et de celui de « bonne gouvernance », imposés par des organisations internationales comme la Banque mondiale. Mettant en lumière les fonctionnements de la démocratie de marché, et de fait d'une marchandisation de la pauvreté et du *care*, les chapitres de cette partie montrent comment les différents acteurs publics et privés s'y prennent pour mettre en pratique une gamme diversifiée de politiques sociales, allant des politiques de prise en charge des personnes sans abri au Brésil (Máximo e Melo), en passant par celle des personnes âgées au Mexique (Villarreal, Carillo), de production du logement social au Brésil (Rizek), de formation de la demande dans le secteur de l'assistance au Brésil (Georges), jusqu'aux politiques de professionnalisation des aides à domicile en Argentine (Borgeaud-Garciandía) et de prise en charge des personnes âgées au Mexique (Villarreal, Carrillo) et à la (re)production d'inégalités de genre dans un programme de formation et d'emploi destiné à des travailleuses domestiques en Argentine (Tizziani). Si, d'une part, ces politiques visent à répondre aux besoins des différents publics-cible, d'autre part, elles contribuent également à créer de nouvelles demandes et/ou formes de justification de ces politiques (Georges), voire de nouvelles catégories de bénéficiaires potentiels (Máximo e Mello).

Au prisme des différentes configurations sociétales, apparaissent ainsi des dynamiques de coalition d'intérêts les plus divers (politiques et clientélistes, de négociations d'appuis de toutes sortes). Ces dernières sont caractérisées par de multiples médiations qui accompagnent la mise en place de programmes sociaux et de politiques sociales, sans qu'il ne soit possible de discerner avec netteté les rapports de pouvoir fluctuants qui accompagnent les relations entre les différent.e.s intermédiaires au statut incertain, comme le montrent Magdalena Villarreal et Edith Carrillo. Le

dernier grand programme brésilien de construction de logements sociaux, étudié par Cibele Saliba Rizek, se caractérise quant à lui par l'injection de fonds publics dans le marché et l'incitation à l'endettement de la population. L'auteure expose combien, à São Paulo, « l'existence d'un processus de production résidentielle qui répond d'abord aux demandes du capital immobilier et financier », conduit à « l'approfondissement des inégalités spatiales par l'intermédiaire de la recrudescence de mécanismes classiques de ségrégation urbaine et de la reproduction [...] des processus d'éloignement des ensembles et des projets de logements sociaux par rapport aux équipements publics ». Ainsi, l'offre de logements présumés sociaux s'effectue « à l'encontre de la ville ».

Mise en évidence par Isabel Georges, la production d'une demande pour des services d'assistance par les organisations (ONG et organisations religieuses notamment chargées de la concrétisation de ces services par le biais de la sous-traitance des services publics dans la ville), est l'un des mécanismes centraux de leur marchandisation et de la configuration d'un « marché de la pauvreté ». La professionnalisation des travailleur.se.s est une autre dimension de la réhabilitation des pauvres recherchée, permettant simultanément de les rendre responsables de leur sort : le Programme national d'aide à domicile en Argentine, analysé par Natacha Borgeaud-Garciandía, par exemple, promeut bien la professionnalisation des services à la personne, mais contribue simultanément à la fixation des travailleuses à domicile dans des emplois payés en dessous de leur valeur de marché, du fait du faible montant des prestations versées aux personnes âgées qui les emploient. Dans la même veine, le programme argentin de professionnalisation du travail à domicile et autres services à la personne, une formation professionnelle destinée aux femmes pauvres désirant travailler dans l'emploi domestique, offerte en contrepartie de la réception de l'assurance chômage, s'avère être une politique d'activation conçue pour aider les femmes à réfléchir sur leur rôle sexué au sein des familles où elles seront amenées à travailler et se valoriser. Comme le montre Ania Tizziani, il ne tient que marginalement compte de leur expérience multiforme qui inclue celle dans leur groupe familial d'origine. Par ailleurs, l'analyse de ces processus de professionnalisation du travail social illustre la création d'une catégorie de bénéficiaires intermédiaires.

Si les auteur.e.s de ces textes cherchent à mettre en lumière les multiples façons dont l'État et ses agents trouvent des alli.e.s dans différentes sphères de la société, ils/elles montrent aussi la création de nouveaux clivages tout au long de ces chaînes de production de services

publics et de mise en œuvre de programmes sociaux. Au cœur de ces nouveaux dispositifs de gestion des pauvres et de création de marchés professionnels du social, ne peuvent-ils pas être compris aussi comme le germe duquel peuvent surgir de nouvelles formes du politique ? Comme le suggère Ricardo Peñafiel (dans ce volume), les politiques se configurent *ex post*, et sont décalées par rapport aux pratiques sociales des acteurs : « [d]ans le domaine qui nous concerne, on peut dire que le politique surgit de l'écart entre des politiques sociales, tendant à chosifier "les pauvres", et les pratiques sociales dans lesquelles lesdits pauvres agissent en tant que sujets ». Cette lecture de l'« immense écart entre la lettre des programmes sociaux et leur implantation dans des réalités concrètes » nous propose une interprétation politique de taille, allant bien au-delà d'une étude positiviste des failles dans les modes de mise en pratique des politiques publiques et de l'éventuelle « résistance » des assistés à leur prise en charge. D'après Ricardo Peñafiel, « [c]et écart n'est pas simplement dû à des questions de corruption [...] ou de propagande [...]. Il ne s'agit pas non plus seulement d'un écart entre la complexité de la vie sociale et la nécessaire simplification de celle-ci dans l'énoncé général d'une politique publique. Cet écart entre la formulation d'une politique sociale et son application s'explique également par la capacité de "résistance" des "bénéficiaires" qui introduisent alors une dimension foncièrement politique au phénomène » : le refus de « la violence symbolique des places qui leur sont attribuées ».

Finalement, la troisième et dernière partie s'intitule « **Territoires de l'assistance et formes de légitimité** ». Si l'on définit *le social* comme le lieu de démarchandisation des rapports sociaux, permettant la mutualisation et la protection face aux principaux risques sociaux, à quoi correspondrait ce paradigme émergeant du social dans ces contextes de politiques sociales hybrides des pays latino-américains, à mi-chemin entre une reconnaissance des droits et des formes de mercantilisation de la pauvreté, et face à des catégories de population traditionnellement exclues de ces formes d'intégration sociale ? Ou pour reprendre les termes de l'introduction de Anete Ivo, « comment, dans un contexte néolibéral et structuré par l'individualisation et la fragmentation accrues de la vie sociale, se produisent en même temps une grande légitimité politique de ce régime social et une dépolitisation de la vie sociale ? ». L'auteure souligne l'apparent paradoxe entre, d'une part, « la resocialisation élargie de personnes classées en condition de pauvreté absolue [qui] se réalise en principe par l'expérience de l'insertion dans de nouveaux liens institutionnels, politiques et de marchés » ; et, d'autre part, la

violence symbolique infligée aux personnes par leur classement comme « pauvres », et « très pauvres » en termes de légitimité sociale, devant conduire, dans les termes des politiques sociales, à leur (re)socialisation – passible d'autres formes de violence. Pour elle, la monétarisation des rapports sociaux, fondée sur « l'idée de jouer de la liberté d'achat, opère symboliquement une fétichisation des rapports inégaux du marché, en mettant tout le monde sur un plan d'égalité et en cachant la profonde différenciation et concentration de structure du revenu national et de structure sociale ». Mais la médiation opérée par l'argent permettra-t-elle réellement d'assurer les citoyen.ne.s de leur « commune humanité » ? Pour le dire autrement, l'argent permettra-t-il réellement de faire de la consommation une « forme de vie commune » (Feltran, 2014) et de dépasser les frontières sociales, culturelles, symboliques entre groupes sociaux différents ?

Les textes regroupés dans cette dernière partie de l'ouvrage interrogent les frontières extrêmement mouvantes des territoires de l'assistance. Si, comme le remarque Marco Ceballos, « la citoyenneté est devenue aujourd'hui, dans les sociétés latino-américaines, un objet problématique qui est vécu et compris différemment selon les sujets et leurs positions sociales », nous entendons les territoires de l'assistance comme ceux de l'étendue d'un marché moral, pourvu de son propre référentiel, sur lequel sont échangés des formes de légitimité sociale et de légitimation, des biens symboliques, monétaires, culturels ou clientélistes, selon le cas. Ce marché moral, cependant, ne se constitue pas comme référence unique des sujets, et n'agit donc pas comme seule forme de subjectivation. Ces textes questionnent donc le « gouvernement moral des pauvres » à partir de la pluralité des expériences des sujets de l'assistance et de la diversité des formes concurrentes de gouvernance. Ils mettent en lumière les différentes formes de légitimité/légitimation sous-jacentes des politiques de « lutte contre la pauvreté » étudiées, y compris celles d'insertion sur le marché du travail. Leur usage politique réside pour beaucoup dans leurs fonctions de gestion des inégalités, de contrôle et de pacification sociales et d'évitement de conflits.

Dans le contexte Brésilien, le texte de Jacob Carlos Lima illustre les contradictions et apories du « récit hégémonique de la lutte contre la pauvreté », en montrant comment se dessinent de « nouveaux territoires de l'assistance » qui « mettent en œuvre la constitution brésilienne de 1988 et des avancées en termes de droits sociaux » mais ne parviennent pas à échapper à une « confluence perverse » entre néo-libéralisme et

politiques sociales. Paradoxalement, le ciblage en vient à représenter le moyen de l'universalisation des politiques sociales et d'une meilleure inclusion sociale, vu la proportion de la population encadrée par les conditionnalités de ces politiques sociales. Oscar Rodríguez Salazar et Désci Arévalo abordent le cas paradigmatique de la sous-traitance de la gouvernance technico-bureaucratique et financière à des groupes clientélistes divers, et la financiarisation et bancarisation des relations et du système d'assistance (*Conditional Cash Transfer Programs*, santé et prise en charge des personnes âgées) en Colombie. Ce serait là la dernière innovation des politiques sociales latino-américaines. Ces auteur.e.s montrent comment les processus de privatisation et de bancarisation des secteurs de santé et d'épargne-retraite soumis à l'assistance, sont désormais « des institutions permanentes faisant partie de la dynamique du régime d'accumulation tout comme du fonctionnement du régime politique » et de sa légitimation. En s'appuyant sur un programme d'assistance en Colombie, Pablo Jaramillo Salazar, quant à lui, montre que la médiation par des artefacts et technologies, sous l'aspect de leur apparente neutralité, est devenue centrale dans les programmes d'assistance en Amérique latine. Loin de ne constituer qu'une dimension pratique et pragmatique de leur mise en œuvre, elle contribue à produire des relations sociales, à reproduire des formes diffuses de pouvoir et de gouvernement, à envahir et incorporer la matérialité de la vie quotidienne. Ainsi, « les frontières de l'assistance dans ces régimes technocratiques de l'assistance acquièrent des qualités très particulières » ; « la frontière entre réalité et fantasme, travail et magie » s'estompe. Et de conclure : « Les programmes peuvent, ainsi, assembler finalement une alchimie de la vie sociale qui fascine et enchante tous ceux qui y participent (bénéficiaires, fonctionnaires et spécialistes, au même titre). »

La réflexion sur la définition des frontières de l'assistance se poursuit avec le texte de Marco Ceballos, qui interroge « le statut de citoyenneté sociale des femmes bénéficiaires des politiques d'assistance sociale au Chili [...] non pas comme un statut abstrait, formel ou juridique mais comme expérience quotidienne d'inscription dans des dispositifs d'aide sociale ». La citoyenneté assistancielle est ainsi « vécue non comme acquis de droits mais comme une probabilité incertaine d'accéder aux *aides* », structurée autour de l'attente et de l'incertitude. Blandine Destremau, à son tour, interroge le « tournant » des politiques sociales cubaines à la lumière des débats sur l'universalisme et la sélectivité des programmes sociaux qui se sont récemment multipliés. Elle montre que ces programmes ne parviennent pas à occuper le territoire laissé vacant

par la rétraction des politiques sociales socialistes, et que l'universalisme se fait plus différencialiste. Les sollicitations de la famille comme prodigueuse de soins, de protection et de solidarité, se sont intensifiées, dans un contexte de « déficit de *care* », faisant de la sphère familiale « la caisse de résonance de contradictions sociétales et politiques » que traverse l'Ile. Dans le texte qui clôt cet ouvrage, Enrique Valencia Lomelli aborde ces politiques d'assistance en termes de « discours hégémonique » ou de « récit » louant leurs « grands succès » à partir des discours des « évaluateurs » internationaux et des comptes rendus des institutions financières internationales. Ce récit hégémonique s'« use » cependant face à ses propres apories, contradictions et limites, requérant de remettre la cohérence entre universalisme et citoyenneté sur le métier.

## Références bibliographiques

- Aubrée, M., « Brésil : les femmes pentecôtistes entre “combat” et “délivrance” », Communication au Colloque GSRL, 20/11/2012.
- Banque mondiale, *Pensée, Société et Comportement*, Rapport sur le Développement dans le Monde, Washington DC, World Bank, 2015.
- Bénicourt, E., « La place d'Amartya Sen dans le discours de la Banque Mondiale sur la pauvreté et le développement », Présentation au séminaire central du CRIISEA, 25 novembre 2014.
- Berndt, C., « Behavioural economics, experimentalism and the marketisation of development », *Economy and Society*, DOI :10.1080/03085147.2015.1043794, 2015.
- Boltanski, L. et Chiapello, E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- Borgeaud-Garciandía, N., *Dans les failles de la domination*, Paris, PUF, Collection « Souffrance et théorie », 2009.
- Borgeaud-Garciandía, N., « Capacitación y empleo de cuidadoras en el marco del Programa Nacional de Cuidados Domiciliarios de Adultos Mayores », *Trabajo y Sociedad*, n° 24, 2015.
- Borgeaud-Garciandía, N. et Georges, I., « Regards croisés sur les modalités de l'action publique et de la mise au travail des femmes dans le secteur du *care* (Argentine – Brésil) », in Kesselman, D. et Gomez, G. (dir.), *Femmes au travail dans les Amériques*, Perpignan, PUP, 2016.

- Borgeaud-Garciandía, N., Lautier, B., Peñafiel, R. et Tizziani, A., *Penser le politique : La recreation des espaces et des formes du politique en Amérique latine*, Paris, Karthala, 2009.
- Bradshaw, S., « From structural Adjustment to social Adjustment : A gendered analysis of Conditional Cash Transfer Programs in Mexico and Nicaragua », *Global Social Policy*, vol. 8, n° 2, 2008, pp. 188-207.
- Bourdieu, P., *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*. Paris, Gallimard, 2012.
- Burawoy, M., *Manufacturing consent/ Changes in the Labour Process under Monopoly Capitalism*. Chicago, University of Chicago Press, 1979.
- Cabanes, R. et Georges, I., « Introduction : Gestion de la pauvreté et entrepreneuriat de soi : un nouveau compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et néolibérales ? », in Cabanes, R. et Georges, I. (dir.), Coordination du dossier « Les Années Lula : Politiques sociales ou néo-libéralisme ? », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, n° 6, novembre 2014, p. 7-15.
- Cabanes, R. et Georges, I., *São Paulo, la ville d'en bas*, Paris, l'Harmattan, 2009.
- Cabanes, R., *Économie morale des quartiers populaires de São Paulo*, Paris, l'Harmattan, 2014.
- Cartier-Bresson, J., Destremau, B. et Lautier, B. (dir.), « Les Mots du développement : Trajectoires et pouvoirs », *Revue Tiers Monde*, n° 200, octobre-décembre 2009, Paris, Armand Colin.
- Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- Ceballos M., « A cidadania assistencial », *Cadernos CRH*, vol. 27, n° 73, 2015.
- Ceballos M. et Lautier B., « Les CCTP en Amérique latine : entre modélisation internationale et conjonctures politiques nationales », *Revue Tiers Monde*, n° 214, 2013, pp. 219-244.
- Chauvière M., « Enjeux de la néo-familialisation de l'État social », Colloque International *État et régulation sociale. Comment penser la cohérence de l'intervention publique ?*, Paris, 2006.
- Chelle, E., *Gouverner les pauvres. Politiques sociales et administration du mérite*, Rennes, PU Rennes, coll. « Res Publica », 2012.
- Chevalier, L., *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1958.

- Colomb, F., *Les politiques de l'emploi, 1996-2000. Sociologie d'une catégorie de politique publique*, Rennes, PUF de Rennes, 2012.
- Dagnino, E., Olvera, A. J. et Panfichi, A. (dir.), *A disputa pela construção democrática na América latina*, São Paulo, Paz e Terra, 2006.
- Dardot, P. et Laval, C., *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.
- Dardot, P. et Laval, C., « Néolibéralisme et subjectivation capitaliste », *Cités*, n° 4, 2010, pp. 35-50.
- Desrosières, A., *Gouverner par les nombres*, Paris, Presses de l'École des Mines, Collection Sciences sociales, 2008.
- Destremau, B. et Salama, P., *Mesures et démesure de la pauvreté*, Presses Universitaires de France, Paris, 2002.
- Destremau, B., « Que 'boa família' ? Assistência e solidariedade familiares em Cuba », in Santos, Y. G. dos et Rosas, R. E. (dir.), *Assistência e família na América Latina : intimidade, vínculos sociais e gênero*, Dossier thématique de la revue *Cadernos de Pesquisa*, Fundação Carlos Chagas, São Paulo, Brésil, n° 152, avril-juin 2014a, p. 290-311.
- Destremau, B., « L'extension du marché à Cuba : une "nouvelle transformation" ? », in Servet, J.-M. et Hillenkamp, I. (dir.), *Comprendre autrement le marché. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, collection « Écrits sur l'Économie », 2014b, p. 251-274.
- Destremau, B., « Crise de la reproduction sociale et contradiction des temps sociaux à Cuba : adieu la "femme nouvelle" ? », in Nicole-Drancourt, Ch., Fusulier, B. et Berton, F. (dir.), Dossier *Négocier l'articulation des temps sociaux*, *Interventions économiques*, n° 53, 2015 [En ligne]. URL : <https://interventionseconomiques.revues.org/2637>.
- Destremau B. et Lautier B., « The Sociologist and the "Poor Third World Woman", or How an Approach Focusing on Gender Relations has Helped Sociology of Development », in Guérin I., Guétat H. et Verschuur C. (dir.), *Under Development: Gender*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2014, p. 84-102.
- Donzelot, J., *L'invention du social, Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Seuil, 1994 (première éd. 1984).
- Dorlin, E., « *Dark care*. De la servitude à la sollicitude », in Paperman P. et Laugier S., *Le souci des autres. Éthique et politique du care*, Paris, Raisons pratiques, EHESS, 2005.

- Fassin, D., et Eideliman, J.-S., *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012.
- Fassin, D., « Vers une théorie des économies morales », in Fassin, D. et Eideliman, J.-S. (dir.), *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 19-47.
- Feltran, G. de S., « O valor dos pobres : a aposta no dinheiro como mediação para o conflito social contemporâneo », *Caderno CRH*, Salvador, vol. 27, n° 72, septembre-décembre 2014 pp. 495-512.
- Foucault, M., « Le sujet et le pouvoir », *Dits et écrits*, tome IV, Paris, Gallimard, 1994, pp. 222-243 (1<sup>er</sup> éd. 1982).
- Georges, I. et Ceballos, M., « Bolsa Familia y la asistencia social en Brasil : de la lucha política a la mercantilización local », *Caderno CRH*, Salvador, vol. 27, n° 72, septembre-décembre 2014, pp. 513-529.
- Georges, I. et Santos, Y. G. dos, *As « novas » políticas sociais brasileiras na saúde e na assistência. Produção local de serviço e relações de gênero*, Belo Horizonte, Fino Traço, 2016.
- Georges, I. et Santos, Y. G. dos, « A produção da “demanda” : viés institucional e implicações políticas da terceirização do trabalho social na periferia de São Paulo », in Cunha, N. V. Da et Feltran, G. de S., *Sobre Periferias : Novos conflitos no espaço público*, Rio de Janeiro, Ed. Faperj/Lamparina, 2013, pp. 159-177.
- Georges, I., Santos, Y. Garcia dos et Araújo, I., « Família e Trabalho : configurações, gerações e articulações em contexto de desigualdades », Communication à l'ANPOCS, Hotel Gloria, Caxambu, Minas Gerais, Brésil, 26-30 octobre 2015.
- Georges, I. et Vidal, D., « La formalisation de l'emploi à l'épreuve du travail invisible. Deux cas de figure de travailleuses de service au Brésil », *Sociétés contemporaines*, n° 87, 2012, pp. 25-47.
- Georges, I., « L'emploi domestique au croisement de l'espace public et privé. Femmes de milieu populaire à São Paulo (Brésil) », *Autrepart*, « Variations et dynamiques urbaines », n° 47, 2008, pp. 57-71.
- Georges, I., « Des street-level bureaucrates féminins. Le cas des agents communautaires de santé et des agents de protection sociale de la région métropolitaine de São Paulo », in Georges, I. et Tripier, P. (dir.), *La démocratie participative au Brésil : Promesses tenues et dynamiques ouvertes*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2012, pp. 161-178.

- Georges, I., « Les *territoires* du politique ? Une analyse des “jeux d’échelles” des “nouvelles” politiques sociales (São Paulo) », in Tomazini, C., Rocha Lukic, M. de S. (dir.), *L’analyse des politiques publiques au Brésil*, Paris, Collection « Logiques Politiques », l’Harmattan, 2013, pp. 101-121.
- Georges, I., « Les revers de la formalisation dans le travail du *care* au Brésil », *Studi di Sociologia*, n° 3, 2015, pp. 299-312.
- Gilligan, C., *In a different voice*, Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- Graziano da Silva, J., « Quem precisa de uma estratégia de desenvolvimento ? » in Graziano da Silva, J. et Bianchini, J.-M. (dir.), *O Brasil rural precisa de uma estratégia de desenvolvimento*, MDA/CNDRS/NEAD, Brasília, 2001, pp. 5-52.
- Harrison, M. et Sanders, T. (dir.), *Social Policies and Social Control : New Perspectives on the “Not-So-Big Society”*, University of Bristol Policy Press, 2014.
- Harvey, D., *Le nouvel impérialisme* [« The New Imperialism »], Paris, Les prairies ordinaires, 2010.
- Hibou, B. (dir.), *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte, 2013.
- Hochschild, A., « The culture of Politics : Traditional, post-Modern, cold-Modern and Warm-Model Ideals of Care », *Social Politics*, 2 (3), 1995, pp. 333-346.
- Ireton, Fr., « Eléments pour une approche constructionniste de la pauvreté », in Destremau, B., Deboulet, A. et Ireton, F. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté au Moyen Orient et au Maghreb*, Paris, édition URBAMA – Karthala, 2004, pp. 37-81.
- Jenson, J., « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? », *Cahiers du Genre*, « Genre, politiques sociales et citoyenneté », organisé par B. Marques-Pereira et R. Pfefferkorn, Hors Série, 2011, pp. 21-43.
- Lascoumes, P. et Le Galès, P., *Gouverner par les instruments*. Paris, Presses de Sciences Po, 2005.
- Laugier, S., « L’éthique du care en trois subversions », *Multitudes*, 2010/3, n° 42, 2010, pp. 112-125.
- Lautier, B., « Les malheureux sont les puissants de la terre... Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, n° 142, 1995, PUF.
- Lautier, B., « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine », in Borgeaud-Garciandía, N., Peñafiel, R.

- et Tizziani, A. (dir.), *Penser le politique en Amérique latine : la récréation des espaces et des formes du politique*, Paris, Karthala, 2009, pp. 19-36.
- Lautier, B., « Qui ne dit mot consent, qui consent ne dit mot – L'usage du mot "consensus" dans le vocabulaire du développement », *Économie et Institutions*, n° 14, 1<sup>er</sup> semestre 2010, pp. 41-67.
- Lautier, B., « La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine : une proposition de méthode d'analyse de configurations des droits sociaux », *Revue de la régulation*, n° 11, premier semestre 2012 [en ligne]. URL : <http://regulation.revues.org/96362012>.
- Lautier B., « Universalisation de la protection sociale et protection des plus vulnérables », *Revue Tiers Monde*, 2013/2, n° 214, 2013, pp. 187-218.
- Lordon F., *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, Paris, la Fabrique, 2010.
- Machado da Silva, L. A., « Da informalidade à empregabilidade (reorgnaizando a dominacão no mundo do trabalho) », *Caderno CRH*, n° 37, 2002, pp. 81-109.
- Martuccelli, D., « Figures de la domination », *Revue française de sociologie*, 3/2004, vol. 45, pp. 469-497.
- Merklen, D., *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.
- Merrien, F.-X., « L'empreinte des origines », *Revue Française des Affaires sociales*, n° 2, 1990, pp. 43-57.
- Merrien, F.-X., Wohnlich, D. L. et Debonneville, J., « De Brasilia à Manille : la mise en œuvre de politiques sociales axées sur la dimension genre au Brésil et aux Philippines. Le cas du Bolsa familia et du Pantawid Pamilyang Pilipino Program », Communication présentée au Colloque international *Rethinking Development in an Age of Scarcity and Uncertainty, New Values, Voices and Alliances for Increased Resilience*, 19-22 september 2011, University of York.
- Mioto, R., « Família e políticas sociais », in Boschetti, I., Behring, E., Santos, S. et Mioto, R. (dir.), *Política social no capitalismo. Tendências contemporâneas*, São Paulo, Cortez Editora, 2009, pp. 130-148.
- Misse, M., « As ligações perigosas : mercado informal ilegal, narcotr'Æfico e violência no Rio », *Contemporaneidadee Educação*, vol. 1, n° 2, 1997, pp. 93-116.
- Molinier, P., Laugier, S. et Paperman, P., *Qu'est-ce que le care ?*, Paris, Payot, 2009.

- Molinier, P., *Le travail du care*, Paris, La Dispute, 2013.
- Molyneux, M., *Change and Continuity in Social Protection in Latin America. Mothers at the Service of the State ?*, UNRISD, 2007.
- Morice, A., « Quelques réflexions sur l'adhésion au système », *Travailler*, 3, 1999, pp. 31-54.
- Oliveira, F. de, « A economia brasileira : crítica à razão dualista », *Estudos CEBRAP*, n° 2, 1972.
- Orloff, A., « Gender and the social rights of citizenship : The comparative analysis of gender relations and welfare states », *American Sociological Review*, 58 (3), 1993, 303-328.
- Orloff, A., « Gender in the welfare state », *Annual Review of Sociology*, 22 (1), 1996, pp. 51-78.
- Paperman, P., et Laugier, S., Dossier « Le souci des autres, Éthique et politique du care », *Raisons pratiques*, Paris, EHESS, 2006.
- Parreñas, R. S., « O trabalho do care dos acompanhantes. Imigrantes filipinas em Tóquio », in Hirata, H. et Guimarães, N. A. (dir.), *Cuidado e cuidadoras : as varias faces do trabalho do care*, São Paulo, Ed. Atlas, 2012, pp. 201-215.
- Poerksen, U., *Plastic Words. The Tyranny of a modular Language* (traduit de l'allemand par Mason J. et Cayley D., 1<sup>re</sup> édition allemande 1988), University Park, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 1995.
- Rancière, J., *La Mécontente. Politique et Philosophie*, Paris, Galilée, 1995.
- Rizek, C. S., « A dualização das políticas sociais brasileiras e seus mecanismos de privatização cruzada », *Caderno CRH*, 2014.
- Rojas Lasch, C., « Sexuación y subjectivación en las prácticas de asistencia en Chile », in Santos, Y. G. dos et Rosas, R. E., « Assistência e família na América Latina : intimidade, vínculos sociais e gênero », Dossier thématique de la revue *Cadernos de Pesquisa*, Fundação Carlos Chagas, São Paulo, Brésil, n° 152, avril-juin 2014.
- Rojas Lasch, C., *Reconfiguration de l'État social dans le Chili néolibéral. Ethnographie des politiques d'assistance*, Thèse de Doctorat en Anthropologie, sous la direction de Didier Fassin, Paris, Iris / EHESS, 2015.
- Rojas Lasch, C., « “Applaudissez-vous, vous êtes des privilégiés !”. Une analyse politique et morale d'un programme d'assistance au Chili », in Fassin, D. et Eideliman, J.-S. (dir.), *Économies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 175-192.

- Rose, N. et Miller, P., *Governing the Present*, Cambridge, Polity Press, 2008.
- Sader, E., *Quando novos personagens entraram em cena, Experiências e lutas dos trabalhadores da grande São Paulo, 1970-1980*, São Paulo, Paz e Terra, 1988 (1<sup>e</sup> ed.).
- Saint-Hilaire, C., « La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux Philippines », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 20, n° 1, 1996, pp. 81-102.
- Santos, W. G. dos, *Cidadania e Justiça*, Rio de Janeiro, Campus, 1979.
- Santos, Y. Garcia dos, « As mulheres como pilar da construção dos programas sociais », *Caderno CRH*, Salvador, vol. 27, n° 72, pp. 479-494, septembre-décembre 2014.
- Santos, Y. Garcia dos et Rosas, N., « Les femmes dans les nouvelles politiques sociales et l'assistance néopentecôtiste. Nouvelles possibilités d'émancipation ou reproduction des inégalités ? », in Georges I. et Cabanes, R. (dir.), Dossier « Les Années Lula : politiques sociales ou néolibéralisme ? », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, n° 6, 2014, pp. 75-97.
- Sen, A. K., *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North Holland, 1985.
- Sen, A. K., « Freedom of Choice : concept and content », *European Economic Review*, n° 32, 1988, pp. 269-294.
- Servet, J.-M., « À la World Bank tout doit changer pour que... tout reste pareil : une relecture critique du Rapport 2015 de la Banque mondiale sur le développement », *STATECO*, n° 109, 2015, pp. 141-145.
- Simonet, M., *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute, 2010.
- Singer, A. et Loureiro, I. (dir.), *As contradições do Lulismo. A que ponto chegamos ?*, São Paulo, Boitempo Editorial, 2016.
- Tabin, J.-P., Frauenfelder, A., Togni, C. et Keller, V., *Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Lausanne, Antipodes, collection « Existences et société », 2008.
- Thévenot, L., « Un gouvernement par les normes ; pratiques et politiques des formats d'information », in Conein, B. et Thévenot, L. (dir.), *Cognition et information en société*, Paris, EHESS, 1997, pp. 205-241.
- Thévenot, L., « Governing Life by Standards. A View from Engagements », *Social Studies of Science*, vol. 39, n° 5, octobre 2009, pp. 793-813.
- Thomas, H., *Les vulnérables : la démocratie contre les pauvres*, Paris, Éditions du Croquant, 2010.

- Thompson, P., *The making of the English Working Class*, London, Penguin Books, 1963 (réed. 1968).
- Tizziani, A., « Estrategias sindicales e iniciativas estatales en el sector del servicio doméstico en la ciudad de Buenos Aires : el impulso y sus límites », *Sociedade e Cultura*, vol. 14, n° 1, 2011, pp. 87 – 98.
- Tronto, J., *Moral boundaries : a political argument for an ethic of care*, New York, Routledge, 1993.
- Wacquant, L., *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille, Agone, 2004.
- Wacquant, L., « La fabrique de l'État néolibéral », *Civilisations*, 59-1, 2010, pp. 151-174.

Destremau B., Georges Isabel. (2017).

Gouverner les pauvres en Amérique latine : gérer les femmes par l'assistance : introduction.

In : Le "care", face morale du capitalisme : assistance et police des familles en Amérique latine. Bruxelles : Peter Lang, p. 15-54.

(Action Publique ; 15). ISBN 978-2-8076-0534-3.